



Les Orangistes au Canada

Séraphin Marion, M.S.R.C.

Numéro 33, 1968

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1079664ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1079664ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Marion, S. (1968). Les Orangistes au Canada. *Les Cahiers des Dix*, (33), 79–125.
<https://doi.org/10.7202/1079664ar>

Les Orangistes au Canada

Par SÉRAPHIN MARION, M.S.R.C.

« It is difficult to see how a force whose constant endeavour seemed to be to pull the community apart could offer anything of a constructive nature. Within its small world of the back counties of Ontario, plus their migrants to neighbouring towns and cities, Orangeism could have built up its own homogeneous societies, but beyond them it had only doughty warriors to contribute, D'Alton McCarthys who could carry the flame of intolerance all the way to Manitoba. Orangemen as individuals, removed for a moment from their Orangeism, being men of energy, could and did have much to contribute, but the Order had little to give except hatred and confusion. Its record, over a century and a quarter, is one of consistent antagonism to the very idea of a Canadian nation. »

(A.R.M. Lower, *Canada, nation and neighbour*, Toronto, 1952, p. 110).

ORIGINE

Le mot *Orangiste* remonte à Guillaume III, prince d'*Orange*, qui naquit à La Haye en 1650. Après avoir renversé du trône d'Angleterre son beau-frère Jacques II, il devint, en 1689, roi de ce pays. L'année suivante, il écrasa les troupes de Jacques II, lors de la bataille livrée sur la Boyne, en Irlande.

Le catholique Jacques II baissa donc pavillon, en 1690, devant le protestant Guillaume III. Ce coup décisif conféra un prestige considérable au prince d'*Orange* qui prit figure de champion du protestantisme. Fiers de leur chef, ses partisans s'appelèrent *Orangistes* (Orangemen). Eux et leur prince, subséquentement leur roi, levèrent l'étendard d'un protestantisme intumescent de haine

à l'endroit du catholicisme, en général, et du catholicisme irlandais en particulier. Protestantisme exalté et intempérant qui plonge rapidement des racines profondes dans cette Irlande divisée, hier comme aujourd'hui, en Irlande catholique du Sud et Irlande protestante du Nord ou Ulster.

De son vivant, Guillaume III entra dans la légende. Pour les couches populaires, ignorantes et donc crédules, de l'Orangisme, la bataille de la Boyne revêtit une importance mondiale et Guillaume III fut tenu pour le Conquérant par excellence. N'avait-il pas abattu à jamais, dans les îles Britanniques tout au moins, l'hydre du « papisme », la terreur de bon nombre d'Orangistes de stricte obéissance qui voyaient dans le prétendu monstre une manière de croque-mitaine ou de loup-garou? Grâce à l'illustre prince d'Orange, la « servitude papale » n'avait-elle pas dû se démettre de l'empire qu'elle exerçait, jusqu'à 1690, sur les fils de la noble Albion?

Et combien d'autres maux, cette victoire de la Boyne n'avait-elle pas conjurés? O. D. Skelton¹ en a dressé l'impressionnante liste: « The Loyal Orange Association, which had grown up in Ulster as a secret society seeking to perpetuate « the glorious, pious and immortal memory of the great and good King William who saved us from popery, slavery, knavery, brass money and wooden shoes. » Cette énumération témoigne d'une psychologie plutôt simple où ne surabonde pas l'esprit de finesse.

Ce qui toutefois n'a absolument rien de légendaire, c'est l'hostilité perverse et quasi malade des chefs de l'Orangisme à l'endroit de l'Eglise de Rome, « the Romish Church », selon la méprisante formule. Pendant plus de deux siècles, ils ont su maintenir à leur paroxysme, chez leurs adeptes, une crainte hystérique de la puissance papale, cause — à leur sentiment tout au moins — de presque tous les dangers qui menacent l'humanité.

Voici bien l'une des dernières manifestations d'un pareil état d'esprit.

Le 16 juillet 1958, à Londonderry, en Irlande du nord, se tint un congrès mondial d'Orangistes. Ancien maire de Toronto et alors

1. *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*. Toronto, 1921. I, 264.

« Grand Master of the Loyal Association of British America », Leslie H. Saunders y prononça un discours centré sur le thème que voici: « The Church of Rome is the most formidable combination that ever was formed against the authority and security of civil government as well as against the liberty, reason and happiness of mankind. »

On a bien lu: l'Eglise de Rome est l'incarnation même de tout ce qui s'oppose à l'autorité et à la sécurité de l'Etat et l'ennemie-née de la liberté, de la raison et du bonheur de l'humanité.

Bref, l'Eglise de Rome serait ainsi à l'origine de presque tous les maux qui affligent l'humanité! Quand la monomanie atteint ce degré-la, elle relève du psychiatre.

Voilà bien les propos d'une secte intransigente et pontificante qui se montre d'une étroitesse de conception et d'une révoltante partialité. Ces accusations sont formulées avec une véhémence qui se moque des élégances académiques, de la logique et de la vérité. Par conséquent il ne convient pas de prendre ces pétarades pour des salves d'artillerie. Et depuis le temps qu'elles se font entendre, l'Eglise de Rome ne s'en porte pas plus mal, assurée qu'elle est de vivre et de se développer au sein des perturbations des choses d'ici-bas et peut-être bien, selon la prophétie d'un célèbre écrivain anglais, de s'épanouir au moment où « a traveller from New Zealand stands upon the ruined arch of London Bridge. »

Même si le mépris systématique n'équivaut pas à un brevet d'intelligence ni à une marque de distinction, il reste toutefois que le fait de prodiguer, pendant plus de deux siècles, pareil venin dans les couches populaires de l'Orangisme, finit par produire une intoxication contre laquelle nul vaccin ne se révèle efficace. Ainsi chauffés à blanc, les Orangistes deviennent, entre les mains de politiciens habiles, une puissance avec laquelle les hommes d'Etat doivent parfois composer. Phénomène d'assez fréquente occurrence, au siècle dernier, dans le Canada français comme dans le Canada anglais. Mais n'anticipons pas.

Un récent dépliant torontois de la Loyal Orange Association définit laconiquement cette société: « Organized Protestantism ». Protestantisme organisé? Est-ce à dire que les diverses confes-

sions protestantes seraient, elles, non organisées ou désorganisées? Voilà qui n'est guère flatteur pour les baptistes, les méthodistes, les anglicans, les presbytériens et autres communions!

Cette définition ne révèle certes pas, chez les chefs orangistes et leurs fidèles, un complexe d'infériorité. Aussi bien faut-il accueillir sous bénéfique d'inventaire ce cliché aujourd'hui usé jusqu'à la corde. Mais ce qui ne souffre aucune discussion, c'est que les Orangistes, en maintes circonstances, de l'un et de l'autre côté de l'Atlantique, furent bel et bien les troupes de choc d'un certain protestantisme très militant.

LES ORANGISTES AU CANADA

En Amérique du Nord, l'Orangisme n'est pas une plante indigène. Elle se transplanta au Canada surtout au début du dernier siècle, au moment où les immigrants irlandais affluèrent sur les bords du Saint-Laurent. Avec l'arrivée, dans le Haut-Canada, des Irlandais protestants de l'Ulster commencèrent à sévir chez nous de véritables guerres de religion qui, à plus d'une reprise, mirent le pays tout entier à deux doigts de sa perte.

Car avant la venue de ces brandons de discorde, le Canada jouissait d'une paix religieuse dont trop peu d'historiens ont souligné l'importance et la permanence. Cette situation heureuse n'a pas échappé au regard pénétrant de lord Durham² qui, dans son célèbre *Rapport*, rédigé en 1838, a proclamé sans ambages: « It is a subject of very just congratulation that religious differences have hardly operated as an additional cause of dissension in Lower Canada; and that a degree of practical toleration known in very few communities, has existed in this Colony from the period of the Conquest down to the present time (...) The Catholic priesthood of the province have, to a very remarkable degree, conciliated the goodwill of persons of all creeds; and I know of no parochial clergy in

2. Dans son ouvrage intitulé *The French Canadians* (Toronto. 1955) Mason Wade a reproduit cette citation à la page 206. Le professeur Reginald Coupland a monté la même citation en épingle dans *The Durham Report* (Oxford. 1945) à la page 72. On trouve la version française du texte dans le tome VI, p. 263, du monumental ouvrage intitulé *Le système scolaire de la Province de Québec*, de Louis-Philippe Audet. Voir enfin là-dessus la page 137 du tome II de *Lord Durham's report on the affairs of British North America* (Oxford, 1912) de sir C. P. Lucas.

the world whose practice of all the Christian virtues and zealous discharge of their clerical duties is more universally admitted and has been productive of more beneficial consequences. »

Après le clergé catholique du Bas-Canada, c'est le clergé anglophone du Haut-Canada qui reçoit, lui aussi, du même auteur, un tribut d'éloges. Mgr McDonnell, premier évêque catholique de Kingston, devient, sous la plume de Durham un personnage « of great respectability and undoubted loyalty. »

Donc, depuis la Conquête jusqu'au moment où fut rédigé le *Rapport*, c'est-à-dire en 1838, la paix religieuse régnait dans le Bas comme dans le Haut-Canada.

Puis des trouble-fête manifestèrent leur présence. Qui étaient-ils? D'où venaient-ils? Lucas³ est un de ceux qui nous l'apprennent: « The fact that in the previous twenty years there had been a large Irish immigration into Canada, and that in the recent disturbances in Canada the Irish had in the main ranged themselves with the other British loyalists on the side of the Government, in spite of aggressive Orangeism in Upper Canada. »

Ici Lucas fait écho à Durham lui-même dont le *Rapport* renferme, sur le même sujet, un paragraphe net et clair: « The Irish Catholics complain very loudly and justly of the existence of Orangeism in this Colony. They are justly indignant that, in a Province which their loyalty and bravery have materially contributed to save, their feelings are outraged by the symbols and processions of this association. »⁴

Témoignage d'autant plus précieux que lord Durham ne saurait être taxé de trop grande sympathie pour le Canada français, l'Irlande et le catholicisme.

Et A. R. M. Lower⁵ de confirmer le fait consigné par Durham et Lucas: « There had been singularly little friction between

3. *Lord Durham's report on the affairs of British North America*, II, 318.

4. Ce paragraphe est extrait de la page 98 du plus récent ouvrage sur le célèbre rapport. Cet ouvrage est intitulé *Lord Durham's Report* avec introduction de Gerald M. Craig, de l'Université Carleton, à Ottawa (McClelland and Stewart Limited, Toronto, 1963).

5. *Canada*, edited by George Brown. Berkeley, 1950, p. 470.

French Catholics and English Protestants until the Irish came to Canada. Their Orange Order has seen to it that strife never entirely dies down. »

La nocivité de l'Ordre d'Orange: plusieurs historiens anglo-protestants ont brodé sur ce thème. A. R. M. Lower⁶, le plus connu d'entre eux, l'a fait en un langage d'un pittoresque achevé: « The Orange Order simply was Northern Ireland transferred to Canadian soil. Northern Ireland with all its turbulence, all its hatred, its shillelaghs and its ribbons. The ancient Irish wounds bled again through the Orangemen — on soil that might better have been kept free from them. Since in the homeland, Northern Irishmen had from the late eighteenth century been accustomed to look to England for protection against the Catholics, they identified loyalty to England and the Protestant succession with good citizenship. There could be little room in such a creed for compromise with Papists. »

T. H. Raddall⁷ a exprimé des vues analogues: « The most notable body among the immigrants in Upper Canada was the large proportion of Protestant Irish, a vigorous and hard-headed folk who carried with them the old fanatic feuds of Ulster against everyone and everything that had to do with « Popery ». Pushing into the forest, they hacked out farms for themselves and planted, among much better things, the *Orange seed*, which in later years made Ontario the home of a harsh and intolerant type of Protestantism. »

Cette graine orangiste trouva dans le sol ontarien une terre d'élection où elle germa en toute sécurité et se développa avec une impressionnante rapidité. Elle devint un arbre géant sur lequel venaient se reposer non pas précisément des oiseaux du ciel, mais quantité de braves gens et aussi des politiciens retors, des exploiters de la crédulité populaire, des matamores avides de notoriété ou enfin des personnages affligés d'un racisme britannique d'autant plus grave qu'ils ne s'en rendaient pas compte.

6. *Canada, nation and neighbour*. Toronto, 1952, p. 110.

7. *The Path of Destiny*. Toronto, 1957, p. 358.

En quelques rares circonstances que nous relaterons bientôt par le menu, certains chefs orangistes — un Macdonald, un Bowell, un Ferguson — mirent en veilleuse leur orangisme et prirent des décisions en harmonie avec les hauts intérêts du Canada tout entier. Mais l'Ordre d'Orange, en tant qu'Ordre, comme on l'a déjà lu dans la courageuse déclaration du professeur Lower, « avait peu de chose à offrir sauf la haine et le désordre. L'action qu'il a exercée, pendant plus d'un siècle, s'est toujours opposée à l'idée même d'une nation canadienne. »

Telle est la thèse du professeur Lower. En établissent le bien-fondé les faits déjà énoncés ainsi que ceux qui suivent.

INCENDIE DES ÉDIFICES DU PARLEMENT À MONTRÉAL (1849)

Comme toutes les guerres civiles, l'Insurrection de 1837 avait causé des dégâts en maints endroits dans le Bas-Canada. Pour certains particuliers, les pertes matérielles atteignaient un chiffre considérable. La nécessité s'imposait de dédommager ces victimes involontaires d'une époque troublée. Le ministre La Fontaine-Baldwin élabora donc un projet de loi intitulé: *Bill à l'effet d'indemniser ceux qui ont subi des pertes durant les troubles politiques.*

Ce qui eut pour résultat de plonger dans des transes mortelles une meute de tories et d'Orangistes. Ils prétendaient que, à la faveur de cette loi, d'anciens « patriotes », demeurés inconnus, toucheraient des sommes d'argent et que, à toutes fins pratiques, le ministère accorderait ainsi une prime à la révolution.

Très fallacieux prétexte. Et John Lewis⁸ n'en disconvient pas: « Even if we suppose that some rebels or rebel sympathizers were included in the list, the outcry against the bill was unreasonable. »

Pour les extrémistes anglo-saxons quelle magnifique occasion d'exploiter à fond un racisme qui couve toujours sous la cendre, quoi qu'on dise. Et tant pis si on risquait ainsi de mettre le pays à feu et à sang.

8. George Brown (*The Makers of Canada*) Toronto, 1906, p. 35).

Cible de ses adversaires orangistes et tories, lord Elgin, âme généreuse et courageuse, vit venir la tempête qui s'élevait contre lui. Le gouverneur général ne se laisserait pas intimider. Il ne lâcherait pas la bride à des passions d'autant plus violentes que plus longtemps contenues. Il ne tiendrait aucun compte d'appels non déguisés à la violence et à la guerre civile.

Un simple paragraphe, que cite Mason Wade⁹, suffit à reconstituer l'état d'esprit des Anglo-Montréalais du temps: «An extra of the *Gazette* termed him (Elgin) «the last governor of Canada » and called for a racial uprising: « Anglo-Saxons! you must live for the future; your blood and your race will be hence forward your supreme law, if you are faithful to yourselves. You will be English, if you no longer may be British. »

Et Mason Wade d'ajouter: « The governor kept calm, despite all manner of provocation; he judged that the whole row is the work of Orange Societies, backed by the commercial men who desire annexation and the political leaders who want place ».

Les députés approuvèrent à une forte majorité le projet de loi qui établissait la légitimité de l'indemnité pour pertes matérielles dans le Bas-Canada. Le 25 avril 1849, lord Elgin se rendit au Parlement pour sanctionner le projet de loi. Quelle attitude observait le chauvinisme anglo-saxon à l'endroit du représentant de Sa Majesté la reine Victoria?

W. P. M. Kennedy¹⁰ a consigné là-dessus de judicieuses observations: « The queen had supported him (Elgin) and in her name he had asked that the generous mantle of forgetfulness be allowed to fall over the sins and follies and errors which unfortunately characterized the history of the province. Here, too, we should have expected that « loyal » men would have supported the clearly expressed wishes of the sovereign to whom they professed such extraordinary devotion. Once again this people honored their monarch with their lips while their heart was far from her. »

L'historien, autrefois professeur à l'Université de Toronto, a raison: cette fine fleur de l'Orangisme, ces forcenés loyalistes

9. *The French Canadians*, p. 271.

10. *Lord Elgin (Makers of Canada)*, London, 1926. VI, 81.

n'honoraient leur Souveraine que des lèvres. Mais revenons à la séance, dans la Chambre des députés, en ce jour mémorable du 25 avril 1849.

A peine le greffier avait-il commencé à lire le libellé du bill qu'un murmure menaçant se fit entendre. C'était le signal de l'émeute. La séance ayant été suspendue, les extrémistes se livrèrent aux pires excès. Au règne des autorités constituées allait succéder, pendant plusieurs jours, dans Montréal et sa région, le règne de la terreur. Des incendiaires mirent le feu aux édifices du Parlement, à Montréal. En se rendant à sa demeure, lord Elgin fut criblé de cailloux et d'injures, « dangerous as well as unsavoury missiles », selon l'expression concise de R. G. Trotter.¹¹

En ce jour, marqué au caillou noir, du 25 avril 1849, certains Conservateurs anglophones de Montréal allèrent presque aussi loin, sur la voie de la violence, que les « rebelles » canadiens-français de 1837: telle est du moins l'opinion de Donald Creighton.¹²

Le professeur A. L. Burt¹³ a recours à une originale équation pour souligner la nocivité de cette émeute anglo-saxonne de 1849: « Though it is not true in arithmetic, it is true in Canadian history that forty nine equals thirty seven. » Aux yeux de l'ancien chef du département d'histoire, à l'Université de l'Alberta, à Edmonton, les années 1849 et 1837, également sombres pour la destinée du Canada, sont enveloppées dans une égale réprobation.

Et O. D. Skelton¹⁴ de résumer en quelques mots la triste situation: « Burning the parliament buildings (...) stoning the governor-general (...) the more substantial leaders turning to annexation determined, as Durham had prophesied, to « remain English at the expense, if necessary, of not being British. »

Ces hérauts montréalais du toryisme et de l'orangisme ne se tinrent pas pour définitivement battus. Il leur restait une ultime espérance: obtenir de Londres le désaveu de la loi que venait de sanctionner lord Elgin. Une députation, nommée à cette fin, essuya

11. *The British Empire Commonwealth*, p. 25.

12. *Dominion of the North*. Toronto, 1944, p. 261.

13. *The Evolution of the British Empire and Commonwealth*, Boston, 1956, p. 266.

14. *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, I, 75.

une authentique rebuffade¹⁵: le Gouvernement et le Parlement impérial revêtaient ainsi, de leur haute approbation, la conduite, en l'occurrence, du gouverneur général du Canada.

La rage des racistes anglo-canadiens se trouva alors à son faite montée. « If Canada could not be saved for the Empire in their way, it was not worth saving... » comme l'écrit finement Bruce Hutchison¹⁶. Et l'on vit bientôt se profiler, sous la calotte des cieux canadiens, un spectre anglo-canadien. Complot nullement fomenté dans les affres d'une guerre civile, mais dans un pays de nouveau pacifié.

LE MOUVEMENT ANNEXIONNISTE DE 1849

Tories et Orangistes montréalais de 1849 n'eussent pas refusé de mettre à leur chapeau une grande cocarde de loyalisme intégral. Or six mois après l'émeute de Montréal, quelques-uns d'entre eux, féaux sujets de sa Majesté la reine Victoria, arboraient l'étendard de la trahison: ils fondèrent une société qui s'assigna la mission d'annexer le Canada aux Etats-Unis.

Comment en un plomb vil l'or pur s'était-il si subitement changé? Nombre d'historiens anglo-canadiens se sont penchés sur le problème et ont tenté de l'approfondir en contrastant le zèle loyaliste d'avril 1849 avec la manoeuvre traîtresse d'octobre de la même année. Dévidons cette litanie de lamentations mal déguisées et de railleries acerbes.

« The Annexation Manifesto issued in the autumn of 1849 was the work of embittered loyalists and desperate businessmen. »¹⁷
 « Some of the ultra-loyalists a few months later (...) demonstrated the real depth of their loyalty by signing an Annexation Manifesto calling for union with the United States »¹⁸ « The gentlemen of Montreal who had so violently opposed the Rebellion Losses Bill called a convention at Kingston in July 1849 (...) One notable group drew up the famous Annexation Manifesto with 325 signatures. Most

15. J. M. S. Careless, *Brown of the Globe*. Toronto, 1959, I, 93.

16. *The Struggle for the Border*. Toronto, 1955, p. 312.

17. Bruce Hutchison, *The Struggle for the Border*, p. 312.

18. B. K. Sandwell, *The Canadian Peoples*. Oxford, 1941, p. 28.

of these who signed it were from Montreal's mercantile and social elite, the very people who and so long proclaimed their devotion to King and flag. »¹⁹ « A group which had been loudest in the condemnation of all who sought to relax the ties of empire or to emulate American institutions and methods now set out ardently to achieve the merging of Canada with the United States. »²⁰ « Some Tory leaders almost immediately took another step that gave the lie to their much-vaunted loyalty. »²¹ Un autre historien²² a noté que la plupart des signataires du manifeste étaient des gens « who have been in the habit of calling themselves *par excellence* « Britons » and « loyal Anglo-Saxons ».

Car cette liste comprenait peu de menu fretin, mais surtout des hommes bien en selle. Quelques-uns d'entre eux devaient même soutenir, vingt ou trente ans plus tard, un rôle de premier plan dans l'histoire du Canada: D. L. Macpherson, qui deviendra lieutenant-gouverneur de l'Ontario; John Rose, ultérieurement sir John Rose, futur ministre des Finances dans le cabinet de sir John A. Macdonald; J. J. C. Abbott, plus tard sir John Abbott, futur sénateur et premier ministre du Canada.

Au sujet du dernier personnage, il y a lieu de relever un incident cocasse.

Lorsqu'il exerçait les hautes fonctions de sénateur, John Abbott, conservateur huppé et, partant, attaché à la Couronne, ne prisait guère la moindre allusion à un passé déjà vieux d'une quarantaine d'années alors que lui et certains autres compères du même credo politique avaient signé le manifeste annexionniste.

Un jour — exactement le 15 mars 1889 — dans la Chambre haute, John Abbott crut que le moment psychologique était arrivé pour ouvrir, sur le sujet scabreux, son coeur. Ainsi débridée, la plaie se cicatriserait pour toujours; c'est du moins ce que croyait le madré sénateur. Il prit la défense de tous les signataires du document.

19. T. H. Raddall, *The Path of Destiny*. Toronto, 1957, p. 418.

20. Edgar W. McInnis, *The Unguarded Frontier*. New-York, 1942, p. 189.

21. A. L. Burt, *The Evolution of the British Empire and Commonwealth*, p. 266.

22. W. P. M. Kennedy, *Lord Elgin (Makers of Canada)*, VI, 81.

A son sentiment, tous n'étaient rien moins que des annexionnistes. Le jour n'était pas plus pur que le fond de leur coeur: ils ne désiraient pas plus l'annexion que l'enfantelet, qui bat le sein de sa nourrice, ne veut lui faire de la peine. Dans un moment d'exaspération, ils avaient malencontreusement apposé leur signature au manifeste *deux ou trois jours* (two or three days) seulement après l'échauffourée du 25 avril 1849.

Et R. G. Trotter²³, à qui nous devons ces savoureux détails, de flairer ici une supercherie et de rappeler au respect de la simple vérité historique l'apologiste trop intéressé: « It is a commentary on the fallibility of human memory that the *two or three days* were in reality *five or six months*. The Rebellion Losses Bill was assented to on April 25, 1849, and the Parliament Buildings were burned that night; the Annexation Manifesto was not published until October. »

Dès la fin de l'été de 1849, le mouvement annexionniste comportait une part d'élan spontané et une part d'orchestration savante que lui procuraient quatre journaux anglophones tous déjà gagnés à la cause de l'annexion aux Etats-Unis: le *Herald*, le *Courier*, le *Witness* et la *Gazette*. A ces quatre quotidiens ou hebdomadaires du Bas-Canada se joignaient d'autres quotidiens ou hebdomadaires du Haut-Canada.

L'un d'entre eux, observe W. P. M. Kennedy²⁴, préconisait la violence comme seule planche de salut pour la minorité britannique au Canada: « When we can stand tyranny no longer it will be seen whether good bayonets in Saxon hands will not be much more than a match for a mace and a majority. »

Dans son édition du 26 octobre 1849, le *Daily British Whig* de Toronto avait consigné noir sur blanc l'avertissement que voici : « The Radicals may rule over us, and they will, but our rulers will be Anglo-Saxon Radicals, and not aliens to us in blood, language and religion. » N'était-ce pas là « the call of the blood », la voix du sang dans toute sa hideur? Mason Wade²⁵ a eu raison de faire

23. *The Canadian Confederation*. Toronto, 1924, p. 22.

24. *Lord Elgin (Makers of Canada)*, p. 85.

observer ici que « it was to be a long time before the French Canadians would produce a racism as virulent as that which permeates this statement. »

Des intérêts économiques motivaient, en 1849, cette volonté de rompre les liens qui unissaient le Canada à l'Angleterre. Un autre ressort, plus ou moins avoué, jouait dans le même sens: l'annexion aux Etats-Unis pulvériserait à jamais le spectre de la domination française au Canada. « Bringing to bear on the French Canadian the powerful assimilating forces of the republic »; « swamping of the French in the vast American Union »; « avert the threat of renewed French domination »; « drive the French into the sea » autant de formules, entre plusieurs autres, qui viennent naturellement sous la plume d'historiens anglo-canadiens, spécialistes en la matière.

Pour plusieurs Orangistes, cette disparition de la « menace » française, cette fin d'une obsession qui sévissait au Canada depuis la Conquête légitimait ce reniement d'un passé britannique et cette orientation vers de nouvelles destinées. Le phénomène n'a pas échappé au regard vigilant de R. G. Trotter²⁶: « To the Orange members with their anti-Catholic sentiments, its greatest recommendation was the promise which it held of freeing the country from the « dangers » of French domination.»

Chacun sait que cette campagne annexioniste se termina en queue de poisson. A l'issue d'un congrès tenu à Kingston, le 26 juillet 1849, la majorité des congressistes proclama sa volonté de maintenir la connexion britannique. Le parti conservateur se ressaisit grâce à l'éloquent plaidoyer de John A. Macdonald, futur premier ministre du Canada, et de quelques autres personnages plus soucieux de rester fidèles à leur allégeance que de noyer les Canadiens français dans la marée montante de l'américanisme anglophone.

25. *The French Canadians*, p. 277.

26. *Canadian Federation*, p. 15.

VISITE DU PRINCE DE GALLES EN 1860

En 1849 l'émeute montréalaise mit en opposition plusieurs Orangistes et la Couronne britannique. Ce n'était pas la dernière fois, dans l'histoire du Canada, que se produirait pareil phénomène: en fait foi la visite du prince de Galles au Canada en 1860.

Dès son arrivée dans la province de Québec, le prince visita certaines institutions catholiques d'enseignement. Tout de suite le *Globe* de Toronto monta sur ses grands chevaux et accusa le Gouvernement d'avoir montré une scandaleuse partialité en permettant ces visites tout en n'obligeant pas le prince et sa suite à rendre une visite officielle aux Orangistes. Et le journal de Toronto d'entonner là-dessus son refrain favori: « No popery ».

Car c'est bien là le piquant de l'affaire. En cette occurrence, les Orangistes de Toronto, Belleville, Kingston et autres lieux essayèrent un affront qu'ils ne réussirent jamais à digérer.

Principal personnage dans la suite du prince, le duc de Newcastle ne voyait pas d'un très bon oeil, semble-t-il, cet Ordre d'Orange qui attisait, au Canada comme en Angleterre et en Irlande, le feu de l'intolérance et de l'anticatholicisme. Aux Orangistes ontariens qui désiraient ménager un chaleureux accueil au prince de Galles, il posa une condition majeure: l'héritier présomptif du trône de la Grande-Bretagne accéderait au désir des Orangistes ontariens, si ceux-ci, lors de leurs réceptions, venaient sans leurs insignes, leurs bannières ou leurs emblèmes.

Bref, en présence du prince, ils devraient, à toutes fins pratiques, oublier pour quelques moments qu'ils étaient Orangistes! Défense leur était également faite de pavoiser, aux couleurs orangistes, les rues où passerait le cortège royal; faute de quoi le prince et sa suite s'abstiendraient d'aller dans cette ville ainsi décorée. Ancien secrétaire de sir John A. Macdonald, Joseph Pope²⁷ a consacré, sur le sujet, des souvenirs non dépourvus de cocasserie.

Et ce qui devait arriver arriva. Les Orangistes ne tinrent nul compte de l'avertissement et restèrent sur leurs positions. Ils pavoisèrent à leurs couleurs leurs maisons et leurs rues. Mais laissons

27. *Memoirs of Sir John A. Macdonald*. Ottawa, 1894, I, 25.

G. Mercer Adam ²⁸ raconter l'incident sans omettre des détails hauts en couleurs:

« The Orangemen of Kingston, Belleville and Toronto exhumed the cerements of the Orange King and hung them on arches, but in the latter city, the regal party turned their horses' heads and proceeded by another street. The Duke of Newcastle declared that he would lend no countenance to displays of party that were not conducive to the public peace and goodwill. The Orangemen took bitter revenge on the duke, for they burnt himself and the governor-general that night on Colborne street. »

Brûler le duc et le gouverneur général? Oui, certes, mais en effigie! Non pas une exécution, mais un simulacre d'exécution qui ne fit de mal à personne et accorda un brin de consolation aux Orangistes désespérés.

LES BIENS DES JÉSUITES ET MERCIER

En 1773 le pape Clément XIV supprima l'ordre des Jésuites. Par suite de ce décret, les biens canadiens de l'ordre firent retour à la Couronne britannique.

On comprend l'étendue d'un pareil malheur quand on n'oublie pas que l'ordre, au Canada comme en France et dans bon nombre d'autres pays, était le principal dispensateur de l'enseignement secondaire. Dans la Nouvelle-France de 1773 et des années ultérieures, tarir cette source d'enseignement équivalait à condamner la population à végéter dans l'ignorance et la médiocrité.

Quelle était la valeur de ces biens? Peut-être deux millions de dollars; c'est du moins ce qu'affirme Mason Wade ²⁹. Désormais le Gouvernement britannique utiliserait comme bon lui semblerait les revenus provenant de ces fonds. L'usage qu'il en fit souleva l'indignation de Durham ³⁰ lui-même: « Je suis peiné d'être obligé de dire que le Gouvernement britannique, depuis qu'il possède la colonie, n'a rien fait ou n'a rien tenté pour promouvoir l'éducation

28. *The Life and Career of the Rt. Hon. Sir John A. Macdonald*. London, 1891, p. 234.

29. *The French Canadians*, p. 424.

30. L.-P. Audet, *Le Système scolaire de la Province de Québec*, VI, 284.

en général. En effet, le seul cas où le Gouvernement s'est occupé de cette question ne lui fait pas honneur. Car il a appliqué le revenu des biens des Jésuites destinés à l'éducation, afin de constituer un fonds pour le service secret et il a livré, pendant plusieurs années, une lutte opiniâtre avec l'Assemblée, afin de continuer ce système injuste d'appropriation. »

Comme quoi plusieurs facteurs ont concouru à l'état arriéré de l'éducation dans le Québec du siècle dernier.

Supprimé en 1773, l'ordre fut rétabli par Pie VII en 1814. Que deviendraient alors les biens canadiens de l'ordre? Victimes d'une manière de spoliation quarante et un ans plus tôt, les Jésuites canadiens ne rentreraient-ils pas sous peu dans la possession de ce qu'ils avaient géré, pendant plus d'un siècle, au profit de l'éducation dans la Nouvelle-France?

Cette question souleva maints débats. Mercier résolut de la trancher avec une solution éminemment équitable.

Après avoir obtenu là-dessus l'assentiment de Rome, il fit connaître les grandes lignes d'un projet de loi qui devait provoquer l'ire hystérique des Orangistes ontariens. Projet pourtant marqué au coin de la justice: il comportait l'octroi aux Jésuites canadiens d'une somme de \$400,000, à titre de compensation des biens perdus; en outre les écoles protestantes du Québec, nullement oubliées en l'occurrence, recevraient \$60,000 en dédommagement de la perte de la somme qu'elles avaient reçue jusqu'ici à même le revenu des biens des Jésuites.

Comme Edgar McInnis³¹ a eu raison de caractériser ainsi le principe dont s'inspirait le règlement de la contestation: « The basis of settlement was not unreasonable. » John Lewis³² a eu recours à une autre formule honnête: « The outcry against the bill was unreasonable. »

L'Assemblée législative du Québec — où se trouvaient plusieurs Anglo-Canadiens — adopta le projet à l'unanimité. En ralliant tous les suffrages, Mercier démontrait péremptoirement qu'il avait trou-

31. *Canada. New-York, 1960, p. 362.*

32. *George Brown (Makers of Canada). Toronto, 1906, p. 35.*

vé la solution idéale à un problème jusqu'alors rappelant celui du batelier qui devait transporter un loup, une chèvre et un chou: le chou des biens des Jésuites, la chèvre canadienne-française et le loup orangiste.

Néanmoins, sans plus tarder, le loup orangiste commença à hurler par l'intermédiaire de l'*Equal Rights Association*, s'entend, et non pas au Québec où les protestants se déclaraient satisfaits du règlement de la question. Et pourquoi ces hurlements? Parce que le Pape — l'obsession des Orangistes — était intervenu dans cette affaire. N'était-ce pas là l'abomination de la désolation? A la domination française s'ajoutait la domination papale du Canada! Tout de suite il fallait enfourcher encore une fois le cheval fourbu de l'Orangisme, le « No popery » et entrer en campagne contre la papauté et le catholicisme.

La Rochefoucauld a écrit: « On a toujours assez de force pour supporter les maux d'autrui ». Les Orangistes ontariens font exception à cette règle: eux ne peuvent supporter les maux, même imaginaires, de leurs compatriotes anglo-protestants du Québec. Ceux-ci vivent heureux comme coqs en pâte, au Québec, la seule des dix provinces qui a toujours traité sa minorité avec justice et magnanimité. Qu'à cela ne tienne! Pourchasseurs de l'iniquité papale jusque dans ses plus obscurs repaires, les Orangistes ontariens protégeront leurs frères québécois qui refusent de se protéger eux-mêmes: la clairvoyance de ceux-là suppléera à la cécité de ceux-ci?

A preuve, un éditorial, en date du 14 mars 1888, du *Toronto Mail*, centré sur le thème souligné par Mason Wade³³: « If the British and Protestant element in Quebec will not save itself, we must try to save it for our own sake. »

Et le même auteur de commenter ainsi avec perspicacité ce qu'il appelle le « caractère artificiel » de cette pseudo-croisade: « The artificial character of the attack on the Jesuit Estates Act was indicated by the fact that it originated in Ontario which was not affected by the measure, despite acceptance of the Act by Quebec Protestants. »

33. *The French Canadians*, p. 425.

Parmi ces Orangistes, un petit groupe d'ultras déclencha, à Ottawa, une attaque venimeuse contre Mercier. Le colonel O'Brien invita les députés à appuyer sa motion de blâme à l'endroit du premier ministre de la province de Québec qui, en pressant le Pape, mettait en péril la suprématie de la Reine.

Cette motion essuya un retentissant échec: 188 députés la repoussèrent; 13 seulement l'appuyèrent, 13 Orangistes de la plus stricte obédience, 13 purs entre les purs bientôt appelés « The noble thirteen. Quant à John A. Macdonald, il les appela « the devil's dozen », la douzaine du diable.

L'assaut orangiste sombra donc dans le ridicule. Parmi ces « nobles treize », en plus du colonel O'Brien se trouvaient Clark Wallace, le colonel Tyrwhitt, le colonel Denison, Alexander McNeill et surtout le fameux D'Alton McCarthy, premier président de l'*Imperial Federation League of Canada*, société impérialiste et raciste qui ne portait pas, certes, le Canada français dans son cœur. Retenons bien ce nom de D'Alton McCarthy, personnification même de l'anticatholicisme canadien-français. Sa campagne de 1888 échoua misérablement; celle de 1890, au Manitoba, produisit des résultats qui probablement dépassèrent ses espérances les plus optimistes.

LA GUERRE SUD-AFRICAINE (1899)

Cette guerre, que déclencha l'Angleterre contre le petit peuple des Boers de l'Afrique du Sud, souleva l'indignation du monde civilisé. Contraint d'en faire le triste aveu, le professeur Lower³⁴ écrit tout uniment: « During the Boer War the people of practically all the great powers (including the United States) had been hostile in feeling towards Great Britain. » En outre, une partie de la population des îles Britanniques n'approuvait pas cette incursion impérialiste.

Il va sans dire que les Canadiens français s'opposaient en bloc à la participation du Canada à cette guerre. Bruce Hutchison³⁵ en a bien compris la raison: « The South African War had been, in

34. *Colony to Nation*, p. 447.

35. *The Struggle for the Border*, p. 446.

the eyes of the French-Canadian *habitants*, only a British adventure and another conquest of harmless people like themselves. »

Ce refus s'inscrivait dans la meilleure tradition que le Canada — anglais comme français — avait jusqu'alors suivie dans ses relations avec l'Angleterre. En 1884, sir John A. Macdonald avait décliné l'invitation du Gouvernement britannique de participer officiellement, par l'envoi de troupes canadiennes, à la guerre du Soudan. La réponse du premier ministre conservateur du Canada ne manquait ni de pittoresque, ni de mordant. Il ne voulait pas « get Gladstone and Co. out of the hole they had plunged themselves into by their own imbecility. » Chester Martin³⁶ s'est appuyé là-dessus.

En 1899, seulement quinze ans après le « non » catégorique de Macdonald, le Gouvernement de sir Wilfrid Laurier fut soumis, lui aussi, à une pression impérialiste. Opposerait-il, comme Macdonald, une fin de non-recevoir à ce qui était bel et bien « the call of the blood », la voix d'un sang authentiquement britannique? A ce sujet W. L. Grant³⁷ a dit la vérité pure et simple: « The young nations heard the call of the blood. »

C'est ici que les Orangistes et les Impérialistes entrèrent en scène; ils remuèrent ciel et terre pour obtenir d'un premier ministre canadien-français ce qu'avait carrément refusé, en 1885, un premier ministre anglo-canadien.

A cette époque, le grand prêtre de l'impérialisme anglo-saxon n'était autre que Joseph Chamberlain. Cet impérialisme était marqué au coin d'un racisme consommé. A ce propos, O. D. Skelton³⁸ a parlé d'or: « There was no room in his empire for Frenchmen or Dutchmen save as they were transformed by Englishmen, while the lesser breeds of Africa and Asia must accept the rule of their trustees for all time. »

Prêcher ce nouvel évangile — « the frank and arrogant gospel », selon les deux qualificatifs du même auteur — aux Canadiens français qui, eux, n'avaient pas une seule goutte de sang britannique

36. *Canada in Peace and War*. 1941, p. 121.

37. *History of Canada*. London and Montreal, 1927, p. 311.

38. *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, II, 62.

dans les veines, c'était se vouer à un échec total. Skelton ne s'en déclare surpris en aucune façon; c'est le contraire qui eût été surprenant.

A cette raison, d'ordre général, s'ajoutait une raison d'ordre particulier. Coïncidence voulue ou effet du hasard? Toujours est-il que, au Canada, les promoteurs du mouvement impérialiste étaient aussi les pires ennemis du Canada français, les anglicisateurs les plus forcénés, c'est-à-dire les Orangistes, non pas les premiers venus parmi eux, mais les ultras, la plupart des « nobles treize », de la « douzaine du diable », selon le bon mot de Macdonald.

A ce propos, O. D. Skelton³⁹ n'a pas caché son émotion et son commencement de colère: « The politicians foremost in the advocacy of imperial federation were foremost also in the attempt to anglicize Canada, to narrow the use of the French tongue, — the McCarthys, the McNeills, the Tyrwhitts, the Wallaces. To expect active enthusiasm for an Anglo-Saxon empire was absurd. »

Ainsi Orangistes et Impérialistes, dès 1899, conjuguèrent leurs pouvoirs pour rendre impossible l'adhésion du Canada français à leur doctrine. De concert avec d'autres Anglo-Canadiens ils étaient « more British than the British, more loyal than the Queen »; cette observation émane de la plume de J. W. Dafoe⁴⁰, célèbre journaliste anglo-canadien, lui aussi biographe de sir Wilfrid Laurier.

« Les Anglo-Canadiens, plus Anglais que les Anglais d'outre-Atlantique »: impossible d'établir l'inanité de cette assertion quand on songe à des lignes vengeresses rédigées par lord Minto, alors gouverneur général du Canada.

Propagateur, au Canada, d'un impérialisme dépourvu d'hystérie, lord Minto se rendit compte, dès le début du conflit, que le Canada français devenait une tête de Turc, la cible d'attaques concertées dans une certaine presse conservatrice et orangiste de l'Ontario. A l'adresse des lieutenants impérialistes anglo-canadiens, ses remontrances, qu'a notées J. B. Brebner⁴¹, sont très fortes: « I be-

39. Ibid, II, 64.

40. Laurier. Toronto, 1922, p. 74.

41. Canada, 1960, p. 371. Mason Wade cite le même texte à la page 485 de son ouvrage *The French Canadians*.

lieve myself that the French Canadians are very much maligned as to their disloyalty. French Canada does not wish to be mixed up in imperial wars, and is lukewarm, but at home you do not call a man disloyal if he disapproves of the war. Here, if he is only lukewarm, and a French Canadian, he must be a rebel. »

Pendant quelques jours, Laurier résista aux pressions conservatrices et orangistes qui influaient sur l'opinion publique. Pressions beaucoup plus fortes, remarquons-le bien, que celles qui provenaient de Londres. Dans un ouvrage rédigé en collaboration et que dirigea Chester Martin, le professeur F. H. Underhill⁴² a apporté, sur le sujet, une référence sérieuse: « In the end Laurier found himself forced to take action not so much by pressure from the Colonial Office or the Governor-General as by pressure from English-speaking Canada. » Jugement auquel souscrit Mason Wade⁴³: « Laurier yielded to pressure. » Quelques jours après l'ouverture des hostilités, un décret du Conseil autorisa le recrutement d'un contingent canadien à destination de l'Afrique du Sud.

Cette contribution du Canada, au dire de Laurier, ne devait pas être considérée comme un précédent. Et Henri Bourassa de river ainsi son clou au premier ministre: « Le précédent, c'est le fait accompli. »

Ce précédent sera invoqué — et avec succès — lors de la première et de la deuxième guerre mondiale.

Au premier rang des bellicistes canadiens figurait le colonel Sam Hughes: « On July 13 (1899) Colonel Sam Hughes, an Ontario Orangeman, fervidly supported Canadian intervention in South Africa ». Important détail que Mason Wade⁴⁴ n'a pas passé sous silence.

Sam Hughes: retenons bien ce nom que, quinze ans plus tard, le Canada français vouera à l'exécration.

42. *Canada in Peace and War*, 1941, p. 121.

43. *The French Canadians*, p. 477.

44. *Ibid.*, p. 601.

LE DÉCRET « NE TEMERE »

En 1907, un décret, appelé *Ne Temere* et promulgué par le pape Pie X, frappait de nullité tout mariage désormais contracté entre catholiques devant un ministre protestant. Il va sans dire que le décret visait seulement les catholiques. Distinction fondamentale, nullement poussée jusqu'à la subtilité, que tout esprit de bonne foi se devait d'établir avant d'amorcer là-dessus une discussion. Par contre, pour les esprits de mauvaise foi, grande était la tentation d'omettre cette distinction, de brouiller les cartes afin de mieux pêcher en eau trouble.

Tactique perverse qu'employa l'Orangisme canadien afin de miner les positions de sir Wilfrid Laurier, alors premier ministre catholique du Canada. Tactique qui finira par être percée à jour, mais trop tard; elle contribuera à la défaite de Laurier en 1911.

Mason Wade⁴⁵ a exposé par le menu cette affaire: « A whispering campaign against the French Catholic prime minister was pressed by the Orangemen who maintained that the papal *Ne Temere* decree of 1907, which annuled marriages thereafter contracted between Catholics before a Protestant minister, invalidated all marriages not made before a Catholic priest (. . .) The Orangemen proclaimed in a fine frenzy that Canada was governed by the Pope through Laurier and the Province of Quebec (. . .) J. S. Ewart's explanation in one of his « Kingdom Papers » that the *Ne Temere* decree affected only Catholics appeared too late. »

Cette levée de boucliers orangistes fut l'un des facteurs de la victoire conservatrice de 1911. Sir Wilfrid Laurier reconnut l'importance de ce facteur, comme en témoignent quelques lignes de l'ouvrage de Skelton⁴⁶. Quant à sir Robert Borden⁴⁷, pourtant bénéficiaire du subterfuge, il ne put s'empêcher, devenu mémorialiste, de souligner l'injustice du procédé par l'emploi d'une litote heureuse: « Some members of the Orange Order who were also mem-

45. *Ibid*, p. 601.

46. *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, II, 392.

47. *His Memoirs*, I, 228.

bers of the Liberal-Conservative party and whose zeal outran their discretion. » Leur zèle l'emporta sur leur prudence: on ne saurait mieux dire.

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE (1914-1918)

Lorsque, au cours de l'été de 1914, éclata la première guerre mondiale, c'est Sam Hughes qui, par le plus malencontreux des sorts, présida aux préparatifs militaires ainsi qu'à la participation du Canada au conflit mondial.

Quelquefois le hasard fait bien les choses; d'autres fois ce même hasard fait très mal les choses. Il était écrit que, en 1914, par un malheureux coup du destin, celui qui dirigerait l'activité militaire du Canada, pendant plus de deux ans, ne serait nul autre que l'un des pires ennemis du catholicisme québécois et du Canada français: Sam Hughes.

Sur l'hostilité féroce du ministre de la milice à l'endroit des Canadiens français, nombre d'historiens anglo-protestants tombent d'accord. Passons la parole à quelques-uns d'entre eux:

D'abord le professeur A. R. M. Lower⁴⁸: « Sir Sam Hughes, the energetic and erratic Minister of Militia, was of fighting Ulster stock, with all that meant in the way of anti-Catholic and anti-French sympathies. »

Puis le professeur J. B. Brebner⁴⁹: « Hughes was an Orangeman », ce qui semble expliquer, d'après l'auteur, « the ill-calculated treatment of the *Canadiens* who volunteered ».

Puis le professeur J. M. S. Careless⁵⁰: « The energetic but wayward Sir Sam Hughes (. . .) anti-catholic Ulsterman as Minister of Militia. »

Puis l'historien D. M. Le Bourdais⁵¹: « Colonel Sam Hughes, a fanatical Orangeman (. . .) was determined that as far as he could make it, the war should be an adjunct of the Conservative party (...) »

48. *Colony to Nation*, p. 461.

49. *Canada*, p. 393.

50. *Canada*. Cambridge, 1953, p. 334.

51. *Nation of the North*. London, 1953, p. 150.

he did not wish to share the glory of winning it with anyone else, especially the Canadiens, in his estimation, traitors, every one of them. »

Enfin le professeur A. L. Burt⁵²: « It was highly unfortunate that the Canadian minister of militia (. . .) was one of the leaders of the Orange Order, which was notoriously hostile to French Canada and the Roman Catholic Church. »

Fantasque — et quelquefois fantoche — Sam Hughes dépassait souvent la mesure. A ses ennemis nombreux, il ne faisait jamais quartier; à ses amis il prodiguait une confiance illimitée qui l'égara quelquefois et notamment lorsqu'il permit à l'un d'entre eux de faire, avec des contrats de guerre, des bénéfices excessifs. D'autres, sachant qu'ils étaient bien en cour ne se gênèrent nullement pour se livrer à des opérations qui équivalaient à une dilapidation des fonds publics. Mercantis et nouveaux riches proliférèrent au point de soulever l'indignation de tous les honnêtes gens. « The two currents ran side by side in Canada: the clear tide of valor and self sacrifice, the muddy stream of cowardice and self-seeking »: tragique contraste sur lequel J. W. Dafoe⁵³ s'est appesanti et qui illustre on ne peut mieux un mal que Sam Hughes, personnellement intègre, n'avait su conjurer.

« C'est plus qu'un crime, c'est une faute »: on se remémore souvent ce mot de Talleyrand quand on prend connaissance de tous les mauvais traitements qu'infligea Sam Hughes aux Canadiens français. Contre eux il perpétra des injustices criantes, mais surtout des fautes lourdes de conséquences désastreuses pour « l'unité » du Canada.

La plus célèbre de ses gaffes, celle qu'il commit — ou laissa commettre — avec une parfaite désinvolture fut de nommer à un poste important de recrutement, dans la catholique et française province de Québec, — un ministre protestant! C'était le plus sûr moyen de tarir toutes les sources du recrutement dans le Québec: Edgar McInnis⁵⁴, A. L. Burt⁵⁵ et J. B. Brebner⁵⁶ en conviennent.

52. *A short History of Canada for Americans*. Minneapolis, 1944, p. 243.

53. *Laurier*, p. 147.

54. *Canada*, p. 412.

55. *A short History of Canada for Americans*, p. 243.

56. *Canada*, p. 393.

Mais c'est A. R. M. Lower⁵⁷ qui, en cette circonstance comme en tant d'autres, a le coup d'oeil le plus juste: « Imagine the consternation on all sides, especially among the priesthood, when some of these men (les agents de recrutement) turned out to be Protestant clergymen! Think of the uproar that would have occurred had the Government sent French priests into the Protestant countryside of Ontario! »

Gaffes, balourdises, injustices, iniquités dont fut victime le Canada français, pullulèrent à tel point qu'il y a lieu de se demander si elles ne résultaient pas d'une politique antifrançaise froidement adoptée dans certaines officines gouvernementales. Dans l'ouvrage qu'a dirigé Chester Martin, c'est la question que se pose F. D. Underhill⁵⁸: « Recruiting in the French province was handled with a stupidity so colossal and so persistent that one cannot help wondering whether it was only stupidity that led to all the mistakes or whether there was deliberate malignity at work as well in certain government circles. »

En sa qualité de ministre de la Défense, c'est sir Sam Hughes, Orangiste de grande classe, qui doit assumer la responsabilité intégrale de tant de mesures iniques à l'endroit du Canada français.

Toutes ces critiques de sir Sam Hughes seraient-elles formulées avec trop de véhémence ou encore forgées par des esprits enclins à la cristallisation tendancieuse? A ceux qui le croiraient, il importe de produire une maîtresse pièce de nature à dessiller les yeux de tous les incrédules — volontaires ou non — en la matière.

Elle émane des *Mémoires* de sir Robert Borden, premier ministre conservateur du Canada, au cours de la première guerre mondiale et, partant, chef du cabinet où figurait sir Sam Hughes.

Pages révélatrices! Elles sont munies de la signature de celui qui, mieux que quiconque, comprenait le bouillant chef de la Milice au Canada. Que nous apprennent donc ces propos du grand ami de sir Sam Hughes?

57. *Colony to Nation*, p. 461.

58. *Canada in Peace and War*, p. 143.

Lorsque, en 1911, Borden constitua son cabinet, il y regarda à deux fois avant d'inviter Sam Hughes à en faire partie. Ses états de service lui donnaient incontestablement le droit d'y entrer; mais le premier ministre ne pouvait fermer les yeux sur les excentricités et l'immense vanité (« erratic temperament and immense vanity ») de son futur subalterne. En dépit de ces graves lacunes, Borden décida de confier à Hughes le haut poste de ministre de la Défense du Canada, mais non sans l'avoir, au préalable, mis en garde contre ses « extraordinary excentricities », « the mischievous and perverse character of his speech and conduct », « his past vagaries, his lack of tact and his foolish actions and words on many occasions »⁵⁹

Fait important à noter: lorsque le premier ministre soumit à lord Grey la liste des membres du futur cabinet conservateur, le gouverneur général approuva toutes ces nominations sauf celle de Hughes au sujet de laquelle il trouva à redire. Comme quoi le général orangiste avait accédé à la notoriété plus par ses défauts que par ses qualités.

Excentricités, vanité, manque de tact, propos farfelus, actions irréfléchies: énumération fastidieuse à laquelle il faut pourtant ajouter une haine de tout ce qui était catholique et français.

C'est donc les Canadiens français qui devront parer à tous les grands coups que frappera contre eux, au cours de la première guerre mondiale, la personnification même de l'Orangisme incandescent et triomphant.

Ici il convient de prévoir une objection et d'y répondre. Elle pourrait ainsi s'énoncer: « Le premier ministre Borden semble bien, au cours de ces années terribles, avoir donné carte blanche à son ministre de la Défense. De 1914 à 1916 tout au moins, pourquoi ne l'a-t-il pas rappelé au sens de certaines réalités canadiennes que lui, Borden, n'a jamais totalement méconnues? »

L'explication du petit mystère apparaît lumineuse et simple, dans un paragraphe des *Mémoires*⁶⁰. Paragraphe assez long, mais qui doit être cité *in extenso* tellement il établit en pleine lumière

59. *His Memoirs*, I, 330 et 463.

60. *Ibid*, p. 152.

l'histoire militaire du Canada français pendant la première guerre mondiale:

« General Hughes' maladroit methods reached their highest point in his arrangements for recruiting among French Canadians. He placed an English Protestant in charge of recruiting propaganda and, from time to time, emphasized the foolishness of his action by more mischevious activities. He imagined that he was extremely popular in the Province of Quebec, but this was only one of many delusions from which I found him suffering on various occasions. The details of his activities in Quebec escaped me at the time and it can be understood that they were brought to my attention only after their unfortunate results had been made manifest. »

A la page 463 du même ouvrage, sir Robert Borden déchiffre l'énigme vivante répondant au nom de sir Sam Hughes.

Au sentiment de l'auteur, trois individus coexistaient dans ce maître sire de l'Orangisme au Canada: normal pendant la moitié de ses journées de travail, il devenait, au cours d'une fraction de l'autre moitié, très excitable, rétif à toute contrainte et à tout contrôle; le reste du temps, sa conduite et ses paroles revêtaient un caractère si prononcé d'excentricité qu'on avait lieu de conclure au déséquilibre mental du personnage (« as to justify the conclusion that his mind was unbalanced.»).

Et dire que cette manière d'énergumène avait la haute main sur tous les soldats et officiers canadiens-français. Avec pareil déséquilibré à la tête de l'armée canadienne, c'est merveille que le recrutement au Canada français se soit poursuivi sur un rythme même très lent. « In spite of all this, constate le professeur Burt ⁶¹, French Canada supplied between twenty and thirty thousand men. »

Afin de stimuler le recrutement dans le Québec, sir Sam Hughes osa, le 11 juin 1916, solliciter et obtenir une audience auprès du cardinal Bégin ⁶². Il désirait, dans les affaires militaires et politiques du Canada, l'intervention énergique et directe du primat de l'Eglise de Rome au Canada!

61. *A short History of Canada for Americans*, p. 243.

62. Mason Wade, *The French Canadians*, p. 711.

Sinistre comédie! Depuis leur arrivée au pays, les Orangistes dénonçaient le cléricalisme romain, l'influence indue de l'Eglise, la « popish domination », la province « priest ridden » de Québec. Et voici que soudain l'un des grands mamamouchis de l'Orangisme réclamait, implorait cette intervention cléricale! Pour une fois — ni la première, ni la dernière — la crainte de la puissance papale, de la « hidden hand of Rome » ne les précipitaient pas, en un tournemain, dans des transes mortelles.

Ce tête-à-tête démontre préemptoirement — preuve sans doute superflue — que l'Orangisme, aile marchante du Protestantisme, ne s'oppose pas, en principe, au cléricalisme romain. Il est, dit-on, avec le ciel des accommodements. Et aussi, pour les Orangistes, avec la Papauté ou son représentant au Canada: quand cela fait leur affaire, s'entend!

Puis se déroulèrent avec rapidité des événements bien connus: Borden exige la démission de Hughes en novembre 1916; la conscription imposée en 1917 nonobstant la promesse fait à Mgr Bruchési, par le premier ministre et plusieurs de ses ministres de ne pas recourir à cette mesure extrême; un commencement de guerre civile dans la ville de Québec; à la fin du conflit mondial, un Canada divisé sur le plan racial en deux camps nettement opposés l'un à l'autre. D'où la réflexion juste de Lower⁶³: « Lord Durham's classical description had once more come to apply and again Canada presented the spectacle of « two nations warring in the bosom of a single state. »

En cette conjoncture, l'union, toujours si précaire entre Canadiens et Canadiens s'est, à toutes fins pratiques, rompue. Il en est résulté des maux politiques qui, une cinquantaine d'années plus tard, n'ont pas complètement disparu. A sir Sam Hughes, pontife de l'Orangisme au Canada, en 1914, et chef des forces armées du Canada jusqu'en novembre 1916, revient le douteux honneur d'avoir, plus que quiconque, à cette époque, semer la discorde et la haine entre les deux races fondatrices du pays.

63. *Colony to Nation*, p. 467.

LES ÉCOLES SÉPARÉES

Incendie des édifices du Parlement à Montréal en 1849; mouvement annexioniste au cours de la même année; visite du prince de Galles en 1860; question des biens des Jésuites en 1888; guerre sud-africaine de 1899; décret *Ne Temere* de 1907; première guerre mondiale de 1914: autant d'occasions, pour l'Orangisme, de pousser les hauts cris et de clabauder à tort et à travers contre la prétendue immixtion du pape dans les affaires du pays, ses astucieux desseins ainsi que l'obéissance aveugle, quasi cadavérique, des Canadiens français à leurs prêtres.

Tous ces mouvements de passion s'exprimèrent dans un laps de temps relativement court: feux de paille de quelques mois; croisades qui durèrent trois ou quatre ans.

Contre les Ecoles séparées, l'Orangisme a mené, pendant plus d'un siècle, une campagne de corsaire. Campagne rarement mise en veilleuse mais reprenant, de façon intermittente et par saccades, à propos de tout et de rien, depuis la première moitié du siècle dernier jusqu'à nos jours. Pareille persistance atteste que, pour les parties en cause, le jeu en valait la chandelle.

Si, au cours des années préconfédératives et depuis la Confédération, ces ultras, intransigeants et pontifiants, ont prodigué le venin de leur méchanceté contre l'école séparée, c'est qu'elle recevait dans son sein, à leur sentiment tout au moins, deux tares, deux abominations: elle était presque toujours catholique et assez souvent française.

Il serait fastidieux d'énumérer, sans commentaires, les interventions des chefs orangistes, ontariens dans la majeure partie des cas, contre les Ecoles séparées, depuis 1840 jusqu'à 1963 inclusive-ment. A ceux qui voudraient toutefois se documenter sur la question, il convient d'indiquer quelques sources importantes comme le *Report of the Royal Commission on Education in Ontario* (Toronto, 1950); l'ouvrage-clef de George M. Weir, *The Separate School Question in Canada*, (Toronto, 1934); l'ouvrage monumental de Mason Wade, *The French Canadians*, (Toronto, 1955); les ouvrages for-

tement documentés de F. A. Walker, *Catholic Education and Politics in Upper Canada*, (Toronto, 1955), ainsi que *Catholic Education and Politics in Ontario*, (Toronto, 1964); l'ouvrage récent de J. M. S. Careless, *Brown of the Globe*, (Toronto, 1959), et plusieurs biographies de quelques anciens premiers ministres du Canada.

Cette francophobie des Orangistes, si elle se manifeste aujourd'hui moins souvent et avec moins d'intensité, n'en conserve pas moins sa virulence d'antan. « At the middle of the twentieth century, écrivait en 1950 le professeur Lower⁶⁴, feelings are not so high as they were between 1837 and 1897, but they are still strong and there are few months in which some rabid Protestant is not denouncing « priest-ridden » Quebec. »

La peur obsédante des Orangistes à l'endroit du catholicisme, du français et des écoles séparées a peu diminué même à une époque où l'actuel Concile oecuménique a si largement contribué à un rapprochement entre protestants et catholiques, entre Canadiens de langue anglaise et de langue française.

A ceux qui là-dessus entretiendraient encore quelques doutes, il convient de coucher par écrit les deux faits que voici.

Un dépliant, que publia récemment à Toronto le *Public School Defence Committee* de l'*Orange Association in Toronto*, attaque avec violence le *Foundation Tax Plan* — projet alors nouveau — de l'honorable John Robarts, premier ministre de l'Ontario. Le dernier paragraphe peste contre « a competing religious school system which has, long since, become outmoded. »

L'autre fait est encore plus entaché d'anachronisme. En 1964, au cours du 12 juillet — le « glorious twelfth » —, un coquin de sort m'a immobilisé, pendant près d'une heure, à mi-chemin entre Ottawa et Toronto, dans la petite ville de Havelock où passait un défilé d'Orangistes avec leurs habits de parade, leurs fanfares, leurs fifres et leurs tambours. Trois de leurs bannières portaient l'inscription: « One school, one flag, one language. »

Un drapeau, soit! Mais une école unique et une langue unique dans un Canada biculturel, de plus en plus bilingue et d'un plura-

64. *Canada*, edited by G. W. Brown, p. 470.

lisme croissant? Quelle mauvaise plaisanterie! Et surtout quel entêtement à refuser de vivre dans le monde d'aujourd'hui et à s'agripper à une époque depuis longtemps révolue!

Cette opposition systématique et déjà plus que séculaire à l'école séparée, en Ontario et dans le reste du Canada, s'explique d'autant plus difficilement que les Protestants du Québec — frères, par la foi, des Orangistes ontariens — ont réclamé les premiers, et obtenu l'établissement d'écoles, à toutes fins pratiques, « séparées » c'est-à-dire minoritaires, comme celles des anglophones et des francophones catholiques de l'Ontario, pour l'éducation de leurs enfants.

C'est Galt, porte-parole des Anglo-Protestants québécois, qui, comme l'a fait observer Mason Wade ⁶⁵, « at the Westminster Palace Conference in London in December 1866, secured a guarantee of minority educational rights in both Quebec and Ontario. » En 1905, lors du débat parlementaire au sujet des écoles de la Saskatchewan et de l'Alberta, sir Wilfrid Laurier ⁶⁶ rappela énergiquement cette vérité méconnue même de nos jours: « The minority provision of the British North America Act had been created at the instance of the Protestants of Quebec. » O. D. Skelton ⁶⁷ va dans le même sens: « Laurier showed (...) that the original clauses protecting minority rights had been inserted at the demand of Quebec Protestants voiced through A. T. Galt. »

George M. Weir ⁸⁶, auteur d'une forte synthèse sur la question des écoles séparées au Canada, abonde dans le sens des deux historiens précédents: « The demands of the Protestant minority in Quebec for the safeguarding of their denominational school privileges led to the insertion of Section 93 of the British North American Act and indirectly to the ultimate establishment of Separate Schools in three other of the most populous provinces. »

Si le Canada est aujourd'hui doté d'écoles minoritaires, protestantes dans le Québec et catholiques dans l'Ontario et quelques autres provinces, c'est parce que les Anglo-Protestants du Québec en ont, les premiers, réclamé l'existence.

65. *The French Canadians*, p. 327.

66. *Ibid.*, p. 539.

67. *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, I, 455.

86. *The Separate School Question in Canada*, p. 196.

Voilà ce qui, en règle générale, est systématiquement omis des pamphlets orangistes contre l'école séparée. Et pour cause! La connaissance d'un pareil fait mettrait nécessairement une sourdine à tant de rodomontades et de tirades sans attaches avec la réalité.

* * *

Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable. Non seulement l'école séparée ou minoritaire du Canada doit sa naissance aux Anglo-Protestants du Québec; dans l'Ontario, cette école minoritaire, au cours des années préconfédératives, eût été tuée dans l'oeuf sans la collaboration peut-être forcée, mais efficace, de quelques Orangistes de haute et de moyenne volée.

Brillant paradoxe? Oh! que non pas! Plutôt la vérité en toutes lettres. Vérité d'autant plus précieuse que les Orangistes la mettent sous le boisseau depuis plus d'un siècle et n'éprouvent pas le moindre besoin, aujourd'hui encore, de la crier sur les toits.

Entendons-nous bien! L'Ordre d'Orange, en tant qu'Ordre, a toujours férocement combattu les écoles séparées de l'Ontario. Toutefois, quelques années avant la Confédération, exactement en 1857, certains Orangistes charmarrés, honorés et prébendés — puisque c'étaient des députés — ont favorisé, par leurs suffrages, l'établissement ou l'essor des écoles séparées. Faute de quoi ils eussent perdu le pouvoir et, partant, infligé un affront à leur idole, John A. Macdonald, futur premier ministre du Canada. Telle est l'histoire réelle, à mille lieues des petites histoires qui se racontent dans certaines officines orangistes.

De nombreux Orangistes, promoteurs des écoles séparées dans l'Ontario préconfédératif: voilà qui n'est en aucune façon défi à l'histoire ou affront à l'intelligence, mais plutôt constatation de faits enregistrés dans les annales de l'Orangisme, puis mis aux oubliettes avec l'espérance d'en supprimer pour toujours le souvenir.

Mais si les paroles s'envolent, les écrits demeurent. Dans un quotidien de Toronto, un grand journaliste anglophone a déposé, en 1857, les preuves matérielles de faits nullement déformés et fort

gênants pour les fils spirituels du prince d'Orange. Il faut exhumer ces documents de l'oubli. Et commençons par reconstituer la toile de fond du paysage politique du Canada de 1857.

Déjà John A. Macdonald tient le devant de la scène; avec son collègue et ami George-Etienne Cartier, il forge une alliance que pendant longtemps ne sauront briser les aléas des événements et l'hostilité des « rouges » du Bas-Canada et des « réformistes » et des « grits » du Haut-Canada.

Macdonald exerce un puissant ascendant sur ses collègues, ses dévots, ses amis. Pendant plusieurs années il accomplira un prodigieux tour de force. Il se méritera les suffrages enthousiastes non seulement de la majorité des Québécois et des Ontariens, mais surtout, dans chaque province, de deux éléments qui n'avaient à peu près rien en commun, frères ennemis, à cette époque comme de nos jours: l'épiscopat canadien-français du Québec et les Orangistes de l'Ontario.

Si jamais, dans l'histoire du Canada politique, les extrêmes se sont touchés, c'est bien sous le règne de Macdonald et notamment en cette année 1857.

Alliance factice sans doute et contre nature. Alliance toutefois féconde en ces années critiques où se soulevait, pour le Canada, le voile d'un avenir prochain.

On devine la pierre d'achoppement de cette union entre éléments si disparates: le statut — encore incertain — des écoles séparées dans le Québec et surtout en Ontario.

Traditionnellement conservateurs, les Orangistes, à peu d'exceptions près, faisaient bloc avec Macdonald et ses candidats. Phénomène naturel dans le cours normal des choses; phénomène difficile à expliquer quand la question des écoles séparées venait sur le tapis et mettait en présence Canadiens français conservateurs partisans de ces écoles et Orangistes également conservateurs, mais opposés à tout dualisme scolaire en Ontario.

Ayant épousé la thèse de Galt qui proclamait la nécessité de protéger, par un statut, l'existence d'écoles minoritaires ou séparées,

dans l'une et l'autre province, Macdonald et Cartier devaient souvent passer de la parole aux actes et voter des lois favorables aux catholiques en général et aux écoles séparées en particulier.

Cruelle alternative pour les Orangistes: ou bien, conséquents avec eux-mêmes, ils s'opposeraient à tout droit ou privilège accordé aux catholiques et se ligueraient contre le Gouvernement, ce qui entraînerait la chute de Macdonald; ou bien ils dérogeraient à leurs principes et s'uniraient aux catholiques du Bas-Canada pour maintenir au pouvoir Cartier et Macdonald, leur idole.

En maintes circonstances, et notamment en 1857, plusieurs députés orangistes, en présence de ces deux éventualités, optèrent pour la deuxième. Douloureusement écartelés entre leur admiration pour le grand chef conservateur et leur fidélité à l'Ordre d'Orange, ils mirent temporairement en veilleuse leur anticatholicisme et secondèrent les efforts de Macdonald désireux d'établir les fondements du Canada sur autre chose que du sable.

Oubliant, pour un moment, qu'ils étaient Orangistes, « removed for a moment from their Orangeism », selon la fine remarque du professeur Lower, les Gowan, les Allen, les Dempsey, les Bowes, les Cayley, les Burton et plusieurs autres Orangistes bon teint votèrent, avec Macdonald et Cartier, des projets de loi favorables aux écoles séparées et aux catholiques du Haut-Canada comme du Bas-Canada. Leur défection eût équivalu à la chute du Gouvernement et au rejet de ces projets de loi; leur collaboration assura le maintien du Gouvernement au pouvoir et l'adoption de ces projets de loi. Il est donc rigoureusement juste d'affirmer que, dans une certaine mesure, les écoles séparées doivent leur existence ou leur essor à ces Orangistes momentanément transfuges.

Ces votes orangistes, en contradiction avec la raison d'être de l'Orangisme, ne passèrent pas, dans le monde politique, comme une lettre à la poste. Les libéraux du Haut-Canada surent exploiter cette passagère trahison des Orangistes conservateurs. Dans le *Globe*, journal torontois que dirigeait George Brown, parurent, en 1857, des articles enflammés qui stigmatisaient ces reniements, ces honteuses promiscuités, ces baisers Lamourette accordés aux catholiques des deux provinces.

Avec une satisfaction impossible à dissimuler, l'historien F. A. Walker⁶⁹ s'est penché sur l'amusant sujet. Il reproduit quelques extraits du *Globe*, édition du 12 mars 1857. L'article est coiffé d'un titre qui ne prête le flanc à aucune ambiguïté: « Emasculated Orangeism ». C'est-à-dire Orangisme châtré. Le texte est à l'ave-nant du titre.

Quelques mois plus tard, nouvel accès de rage, dans le même journal: « These twenty men (il s'agit des vingt députés orangistes demeurés fidèles à Macdonald et à son Gouvernement conserva-teur) have stood ready at every moment to do the dirty work of the Papacy (...) Why! the Pope never had such a servile band in the Legislature of any country as these twenty representatives of Orangeism in the Canadian House of Assembly. »⁷⁰

Un peu plus loin, dans le même numéro du journal, le rédac-teur continue sur le même thème: « The Pope's brass band in the House of Commons are independant men in comparison with the Protestant miserable hirelings who systematically sell their prin-ciples and betray their constituents for a paltry mess of potta-ge. »⁷¹

« Misérables mercenaires protestants »; « principes sacrifiés pour un pauvre plat de lentilles »: à n'en pas douter, la rage anti-conservatrice de George Brown (car c'est très probablement lui qui a rédigé cette vitupération vitrolique) est alors « à son faite mon-tée ».

publique un gouvernement conservateur qui se maintient au pou-voir grâce à la scandaleuse et hybride alliance d'éléments catho-liqués et orangistes du Bas et du Haut-Canada. Ce gouvernement, il l'a déjà tenu pour un « priest-ridden Government ». Ainsi, aux yeux de plusieurs Orangistes qui n'avaient jamais pactisé avec l'ennemi séculaire, John A. Macdonald devenait l'instrument docile

Le rédacteur libéral essaie donc de mettre au ban de l'opinion du catholicisme québécois et, partant, de la papauté.

69. *Catholic Education and Politics in Upper Canada*. Toronto, 1955, p. 227.

70. *The Globe*, 20 août 1857.

71. *Ibid.*, 12 mars 1857.

Tous ces grands coups portés aux conservateurs ontariens produisirent, l'année suivante, un surprenant revirement d'opinion à Toronto, château fort du parti conservateur. Une élection mit en présence George Brown lui-même candidat libéral, et J. H. Cameron, candidat conservateur réputé pour ses convictions orangistes. Toutefois Cameron, en fidèle lieutenant de Macdonald qu'il était, se déclarait partisan des écoles séparées.

Or c'est Brown qui remporta — de justesse, il est vrai — la victoire: il reçut 2610 voix contre 2516 à Cameron. Victoire obtenue en dépit de la loge orangiste de Toronto qui, plus conservatrice qu'orangiste, avait appuyé la candidature de Cameron et combattu celle de Brown, pourtant adversaire acharné, lui, non seulement en principe, mais aussi en fait, des écoles séparées.

Cette campagne politique donna lieu à un incident qui illustre on ne peut mieux l'esprit dictatorial de l'Ordre d'Orange ainsi que sa tendance vers l'absolutisme. Et c'est encore le même journal torontois qui, sur le sujet, renferme de précieux renseignements. Dans son édition du 26 août 1858, *The Globe* reproduit les singuliers propos orangistes que voici: « Moved by Brother Wm. Hopkins, seconded by Brother Montgomery and resolved: that it is the opinion of this Orange meeting that any brother voting against brother Cameron at the coming election is not worthy the name of an Orangeman and should be expelled from the Institution. »

Cette loge orangiste — et torontoise par surcroît — vota alors une résolution qui n'avait avec les libertés civiles et démocratiques que des rapports lointains. Il y a quelques années, une prose orangiste, elle aussi de provenance torontoise, dénonçait l'ignominie de certains peuples qui, en des pays moins fortunés que le nôtre « are ruthlessly regimented, under dictatorial despots, iron-heeled discipline, strait-jacket parliaments, anti-christian united fronts and Vatican decrees ». Un amusant contraste s'accuse entre cette prose contemporaine et la résolution adoptée en 1858.

Enhardi par sa victoire qu'avaient assurée, disait-on, les suffrages de plusieurs irlandais catholiques, plus libéraux que catholiques, de même que Cameron et ses gens étaient plus conservateurs qu'orangistes, George Brown commençait enfin à avoir le vent en

poupe. Euphorie hélas! de courte durée. Il réalisa le rêve de sa vie en devenant, le 2 août 1858, premier ministre du Canada, avec la formation du cabinet Brown-Dorion. Ephémère cabinet qui ne dura que quatre jours et, comme les roses, ne vécut que l'espace de quelques matins.

Il n'empêche que, dans le camp conservateur, l'alerte avait été vive. Bientôt Cartier tirera à boulets rouges sur Brown, ennemi-né des tories et fougueux adversaire des écoles séparées.

Le chef des réformistes du Haut-Canada faisait maintenant des mamours aux libéraux canadiens-français et même aux catholiques en tant que tels; il voulait les amener sous sa houlette et les inféoder ainsi à un parti où ils se sentiraient tout à fait chez eux. C'était du moins la prétention de Brown.

Le 8 février 1859, à l'Assemblée législative, Cartier fit justice à cette prétention: « If Catholics had separate schools it was due to the votes of Orangemen and not to the votes of the followers of Mr. Brown ». ⁷²

On tient le précieux aveu qui tombe des lèvres de Cartier lui-même: nombre d'Orangistes ont soutenu un rôle de premier plan dans l'établissement ou le maintien des écoles séparées au Canada, vers 1858.

Qui se ressemble s'assemble? Ce dicton comporte quelques exceptions qui confirment la règle. Vers le milieu du dernier siècle, Orangistes et Catholiques mêmes intégristes, qui n'avaient entre eux rien — ou presque rien — de commun, s'assemblèrent sous la direction d'un chef magnétisant afin de jeter les fondements de la Confédération dont la clef de voûte n'était rien d'autre que l'existence des écoles séparées pour les minorités de chacune des provinces canadiennes.

Alliance factice que celle qui réunissait sous un même drapeau politique les « papistes » et les « antipapistes ». Mais alliance naturelle, à plus d'un titre, que celle qui eût logé à la même enseigne les ennemis des écoles séparées, c'est-à-dire Brown, et les Orangistes.

⁷² *The Globe*, 3 février 1859. Citation dont F. A. Walker fait état dans son *Catholic Education and Politics in Upper Canada*, p. 239.

Or Brown exécra, sa vie durant, l'Ordre d'Orange et les Orangistes. Les témoignages antiorangistes de Brown s'échelonnent sur une période qui va de 1843 à 1873, depuis sa vingt-cinquième jusqu'à sa cinquante-cinquième année. Sur ce sujet, trois historiens anglo-canadiens éclairent notre lanterne.

« In 1843, fait observer Joseph Pope ⁷³, Mr. Brown was of opinion that « Orangeism is a baneful institution, a malignant society. »

Huit ans plus tard, en 1851, Brown n'a pas changé d'avis si l'on en croit J. M. S. Careless ⁷⁴, auteur d'un récent ouvrage sur le chef des réformistes du Haut-Canada: « He (Brown) continue to condemn the « miserable sectarianism », the feuds and outrages of the Orange order. »

Enfin, en 1873, sept ans avant sa mort, Brown écrivit à Mgr Lynch, archevêque de Toronto, une lettre que l'historien Walker ⁷⁵, dans son récent ouvrage, propose à notre considération. Voici l'extrait qui se passe de commentaires: « For myself I have no sympathy whatever with the Orange Society. I regard its introduction into Canada and propagation here as little less than a crime. »

Même en exorcisant ces trois textes de leur moindre signification tendancieuse, il est impossible d'y découvrir un iota de sympathie pour les Orangistes. Explique qui pourra ce phénomène peut-être unique dans notre histoire: un des plus grands journalistes que le Canada anglais et protestant ait produits, chef d'une puissante coterie politique, pendant quatre jours premier ministre, ennemi juré des écoles séparées jusqu'à la Confédération, Brown passa toute sa vie en guerre ouverte avec l'Orangisme toujours dressé sur ses étriers et fonçant, lance au poing, lui aussi, contre les écoles séparées.

Frères ennemis, eux qui avaient tout ce qu'il fallait pour s'entendre à commencer par le commun dénominateur d'une haine incoercible à l'endroit des écoles séparées. L'esprit de parti l'emporta alors sur toute autre considération. Comme quoi ce ne sont

73. *Memoirs of Sir John A. Macdonald*. Ottawa, 1894, I. 27.

74. *Brown of the Globe*, p. 133.

75. *Catholic Education and Politics in Upper Canada*, p. 89.

pas seulement les Canadiens français qui, depuis la Conquête, ont divisé leurs effectifs pour le plus grand bien de leurs antagonistes. *Divide et impera*: maxime machiavélique dont John A. Macdonald se servit avec bonheur pour rompre l'unité des phalanges orangistes ou anticatholiques et servir ainsi les intérêts supérieurs du Canada. Gloire à lui!

LE SYSTÈME SCOLAIRE DU MANITOBA

En 1870 naquit la province du Manitoba. Du point de vue scolaire, elle et la province de Québec se ressemblaient comme deux soeurs. « In the new province, a écrit Donald Creighton⁷⁶, the French and English languages were to be officially equal; and Protestants and Roman Catholics were to have separate schools. »

Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets: le système scolaire du Québec — qui a, pendant près d'un siècle, maintenu la paix et l'harmonie entre la majorité et la minorité de la province — devait, pendant vingt ans, assurer au Manitoba une coexistence heureuse de la majorité protestante et de la minorité catholique.

Cette entente cordiale entre Manitobains prit fin, vers 1890, en raison d'une campagne — cette fois couronnée de succès — que mena l'Ordre d'Orange de l'Ontario et que dirigea l'un de ses plus bouillants chefs: D'Alton McCarthy. Ce « Dalton McCarthy who could carry the flame of intolerance all the way to Manitoba », comme l'a consigné, une fois pour toutes, le professeur Lower⁷⁷.

Loin de s'entourer de mystère, cette campagne de McCarthy s'était assigné un objectif précis, d'une clarté cristalline: tout simplement la disparition du fait français au Canada. O. D. Skelton⁷⁸ le constate avec horreur: « He (McCarthy) had denounced French Canadians as a « bastard nationality », had urged his hearers to buckle on their armour: « This is a British country, and the sooner we take up our French Canadians and make them British, the less

76. *Dominion of the North*, p. 316.

77. *Canada, nation and neighbour*, p. 110.

78. *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, I, 398.

trouble will we leave for posterity. » The ban was to be extended throughout Canada ».

Et l'ancien secrétaire de sir Wilfrid Laurier d'ajouter: « Such a policy was folly, anti-Canadian, un British, a national crime (...) The difficulty could not be solved by the Tory method, by following the fatal example of English statesmen who for seven hundred years had attempted to make Ireland British, not by justice and generosity, but by violence and oppression, and had failed .

Il avait été décrété, en hauts lieux, que cette campagne de défrancisation commencerait au Manitoba. Ceux qui s'opposaient aux écoles séparées de cette province n'étaient pas tous des Orangistes; ceux-ci toutefois se situaient à la fine pointe du combat; c'est donc à eux surtout que l'élément anglo-canadien est redevable de cette victoire de l'intolérance et du racisme sur un sain canadienisme respectueux du pacte confédératif.

En mars de l'année 1890, la Législature du Manitoba approuva un projet de loi qui abolissait les écoles séparées de la province. Jour de deuil pour l'unité — toujours si fragile — du Canada: à vingt ans de paix scolaire et de justice pour tous allait succéder une période de débats, de recriminations, d'injustices et, disons le mot, de génocide culturel.

Là-dessus Mason Wade⁷⁹ écrit très sagement: « The question of the rights of the minority groups in the West has remained a thorn in the flesh of French Canada down to the present day, and the only hope of healing this old wound lies in English-Canadian acceptance of the doctrine that Canada is a bilingual and bicultural nation, and that the rights of the French language are not confined to Quebec. »

Ce n'est pas le lieu de relater par le menu tous les épisodes du conflit. Impossible toutefois de passer sous silence le plus dramatique de ces épisodes: celui où l'honorable Mackenzie Bowell, premier ministre du Canada, voulut venir en aide aux catholiques manitobains. En février 1896, il déposa devant le Parlement son célèbre projet de loi réparatrice qui obligerait le Gouvernement manitobain à rendre justice à l'élément catholique de la province.

79. *The French Canadians*, p. 440.

Spectacle vraiment exceptionnel, *mirabile visu*: MacKenzie Bowell était un ancien Grand Maître de l'Ordre d'Orange. En cette conjoncture, il se révélait l'ami très courageux du catholicisme et du Canada français. « MacKenzie Bowell, note justement W. G. Hardy ⁸⁰, though a Protestant, appears to have been convinced that the Roman Catholic minority of Manitoba was in the right. »

Though a Protestant? C'est « though an Orangeman » qu'il eût fallu écrire! Un Orangiste qui prête main-forte à l'épiscopat: le phénomène n'est pas de si fréquente occurrence au Canada. Un Orangiste honnête mettait ainsi en veilleuse, pour un instant, son Orangisme afin de servir, en sa qualité de premier ministre, les intérêts supérieurs du Canada.

Alors s'éveilla aux quatre coins du Canada français une grande espérance que devait bientôt fruster une réalité brutale: la démission forcée de Bowell. Sept de ses ministres avaient tramé contre lui une révolte. Et l'Ordre d'Orange, un moment désarmé, s'était ressaisi. « Bowell had offended the Orangemen »: c'est ainsi que le professeur Lower ⁸¹ résume laconiquement la situation. Péchés politiques majeurs, à n'en pas douter, vers la fin du siècle dernier, au Canada, et sans rémission ni en ce monde, ni dans l'autre!

Et, au début du siècle, la solution de sir Wilfrid Laurier — solution boiteuse si jamais il en fut, solution « in favor of English-speaking protestants »; au dire de Bruce Hutchison ⁸² — cette solution machiavélique constitua un précédent que, par la suite, ne manqueraient pas d'invoquer politiciens et hommes d'Etat pour refuser l'établissement d'écoles séparées dans d'autres provinces de l'Ouest canadien.

La longue reculade de Laurier sur la question des écoles séparées du Manitoba fut une pilule très amère que le nouveau premier ministre fit avaler au Canada français. Pilule, hélas! non pas unique. Ici donnons et redonnons un texte capital que tout le monde semble avoir oublié. Texte de Walter Scott, ancien premier ministre de la Saskatchewan et ami de sir Wilfrid Laurier. Texte qui

80. *From Sea to Sea*, New-York, 1960, p. 422.

81. *Colony to Nation*, p. 395.

82. *The struggle for the border*, p. 446.

a inspiré à O. D. Skelton⁸³ de sombres réflexions: « Laurier had induced Quebec to swallow twice, — in 1896 and again in 1899 over the South African business. Neither Manitoba nor Ontario thanked him very emphatically on either occasion. »

L'ONTARIO ET LE RÈGLEMENT 17

En juin 1912, le règlement XVII, édicté par le gouvernement ontarien, déclencha une guerre scolaire qui dura quinze ans. Au cours de cette crise, la pire après celle du Manitoba de 1890 à 1905, les Orangistes hissèrent leurs couleurs et mirent flamberge au vent, encore une fois, pour porter à l'école séparée, à leur sentiment tout au moins, un coup de grâce.

Quelle était la portée du règlement XVII? Mason Wade⁸⁴ l'a résumé en une phrase: « The Ontario government had just decided to restrict French teaching to the point of virtual suppression. »

Réduire à zéro l'enseignement du français en Ontario, dans tous les coins et recoins de la province comme dans toutes les villes y compris Ottawa, capitale d'un pays vaguement bilingue mais authentiquement biculturel.

Le cadre de cette étude ne permet pas le résumé, même succinct, de cette authentique épopée franco-ontarienne couronnée de succès au bout de quinze années de luttes homériques. Contentons-nous donc d'effleurer quelques sommets — sommets hideux — où le fanatisme, le racisme, l'intolérance et la persécution ont conjugué leurs efforts pour supprimer à jamais, dans la « Banner Province », l'une des deux langues officielles du pays.

Comparaison n'est pas raison, soit! Souvent toutefois la comparaison aide à mieux comprendre. En cette conjoncture, comparer l'Ontario à l'Allemagne de 1914 produit un choc dont naît la lumière.

Le règlement XVII équivalait à la suppression pure et simple du français dans les écoles bilingues de l'Ontario. Avec un entête-

83. *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, II, 234.

84. *The French Canadians*, p. 621.

ment féroce, le gouvernement ontarien tenta d'appliquer ce règlement, de 1912 jusqu'à 1927, donc pendant toute la durée de la première guerre mondiale de 1914 à 1918.

C'était l'époque où l'Angleterre, la France et aussi le Canada dénonçaient le militarisme prussien et la barbarie boche. Or de 1871 jusqu'à 1918, l'Allemagne, pourtant officiellement unilingue, a toléré et même favorisé l'enseignement du français dans bon nombre d'écoles de l'Alsace et de la Lorraine, alors que ces deux provinces formaient parties intégrantes du territoire allemand.

Voilà le fait plus éloquent que tout commentaire. L'Ontario recelait, en cette matière, plus d'esprit prussien que la Prusse elle-même. Le professeur Lower⁸⁵, qui relève ce propos, fait sienne une réflexion de Bourassa: « Bourassa said there was no need to go to Europe to fight Prussianism when the Ontario government was itself giving the worst exhibition of that spirit. »

Quels sont donc ceux qui ont inspiré, en 1912, l'adoption d'un si inique règlement? D'abord les Orangistes qui demeuraient ainsi dans le droit fil de leurs traditions. Et aussi — il faut l'avouer avec amertume — plusieurs catholiques irlandais de l'Ontario sous la direction de Mgr M. Fallon, évêque de London, en Ontario. Monstreuse alliance d'ennemis héréditaires, en Irlande comme au Canada, et qui aura été une des pires hontes de ces années terribles.

En 1918 fut suspendue au-dessus de la tête des nouveaux colons canadiens-français de l'Ontario septentrional une terrible épée de Damoclès. Mason Wade⁸⁶ en a souligné le procédé révoltant: « . . . New practice of making French Canadian settlers in northern Ontario sign an oath to obey Regulation 17 under penalty of losing their land and the money paid for it. »

Ou bien l'obéissance à l'inique règlement, ou bien la confiscation des biens: scandaleuse alternative dans laquelle on voulait enfermer de pauvres colons canadiens-français. Et qui s'était placé à l'origine de l'odieuse mesure? Le même auteur le dit en toutes lettres: « This was a measure adopted at the instance of the Orange

85. *Colony to Nation*, p. 276.

86. *The French Canadians*, p. 763.

Order which on March 13 (1918) called upon the "loyalists of Canada" to secure by changes in legislation the ideal of « one flag, one school, one official language from coast to coast. »

Sur l'épopée franco-ontarienne, un Anglo-Canadien a écrit une maîtresse page. Page d'anthologie qui ne saurait être trop souvent citée et que la jeune génération devrait apprendre par coeur: elle comprendrait ainsi une fois pour toutes que, loin d'être écrit dans les astres, le destin des peuples — des petits comme des grands — se forge par le courage et la volonté.

Mais laissons W. H. Moore⁸⁷ synthétiser magnifiquement quinze années de persécution scolaire qui se termina, en 1927, par le retrait de l'abominable règlement XVII.

« Mothers had pleaded that their children be not forced into an alien mould; strong men had cursed the humiliation to which they were subjected in a land which for 300 years had been the native land of their race; school-less children had stridently protested that come what may they would walk in their parent's national footsteps. Devout clergy had sought the intervention of God on behalf of a people whose one sin was a desire to have their children carry on what they in all conscience believed to be the most desirable in human life. And school trustees were hauled into court and fined \$500 for the crime of having permitted religious instruction in the language of Brebeuf and Lallement; and this in the land where Brebeuf and Lallement had laid down their French lives for the cause of Christianity; as a last resort, the dire threat of the confiscation of home was held before a helpless people. Repression could go no further and spare human life. »

Tirons le rideau sur la malignité de cette horde de sectaires orangistes et autres se ruant contre une poignée de pauvres colons de l'Ontario septentrional. Ruée d'ailleurs vouée à un échec: encore une fois la faiblesse triomphera de la force; encore une fois un David fera mordre la poussière à un Goliath.

87. *The Clash*, p. 321.

DÉFAITE DÉCISIVE DES ORANGISTES

Pendant plus d'un siècle, l'Ordre d'Orange porta à son passif peu de défaites et inscrivit à son actif des victoires nombreuses et quelquefois retentissantes. Il semblait avoir le tonnerre à son commandement et les mains pleines d'éclairs. Peu de politiciens ou d'hommes d'Etat, dans le monde anglo-canadien, osaient contrecarrer les desseins de ceux qui se plaisaient à afficher une haine inextinguible à l'endroit de la langue française et de la religion catholique. Se croyant la loi et les prophètes et parlant sur le ton d'hommes — nouveaux Moïses — qui descendent du Sinaï, ils accablaient de leurs foudres quiconque, dans l'enceinte des Parlements ou du haut des tribunes publiques, refusait de jouer leur jeu ou — ce qui était pis — le perçait à jour.

Mais, en février 1963, un homme mit fin à cette euphorie et changea la face des choses: l'honorable John Robarts. Le premier ministre de l'Ontario annonça la prochaine mise à exécution d'un nouveau programme scolaire désormais connu sous le nom de plan Robarts. Plan marqué au coin d'une élémentaire justice et qui, indirectement, venait à la rescousse des écoles séparées. Plan qui, en somme, s'inspirait du principe juste que voici: plus une école ontarienne est pauvre, plus elle recevra l'assistance financière du ministère de l'Education de la province.

Donc les écoles séparées, pauvres depuis plus d'un siècle, obtiendraient ainsi plus d'octrois et de subventions du gouvernement. Ainsi leur seraient accordés beaucoup de deniers publics en dédommagement des impôts des « corporations », des sociétés neutres ou d'utilité publique, des propriétés de la Couronne, impôts dont elles étaient injustement privées depuis l'établissement de la Confédération. Injustice flagrante, massive, qui ne perdait rien — bien au contraire — de sa nocivité parce qu'elle était vieille de près d'un siècle. Injustice que l'honorable John Robarts eut le courage d'admettre publiquement en sa qualité de premier ministre.

Pour la première fois dans l'histoire du Canada un premier ministre anglo-canadien a proclamé que, lorsque les catholiques ré-

clamaient leur part des impôts payés par des sociétés neutres, incorporées ou d'utilité publique, ils se plaignaient « it must be admitted, with some justification. »

Aveu officiel, précieux et qui constitue un précédent. Aveu qui rompt carrément avec les préjugés et les traditions des Orangistes.

Piqués au vif, ceux-ci réagirent avec une unanimité et une vigueur d'autant plus significatives que s'annonçaient de prochaines élections provinciales. Bref, l'Ordre d'Orange déclara la guerre à l'honorable John Robarts et à ses collègues.

Après plusieurs années de somnolence, les Orangistes ontariens se réveillaient et passaient à l'action. Ils feraient feu de babord et de tribord. Ils poursuivraient de leur vindicte un gouvernement félon!

Une brochure intitulée *Ontario Government Foundation Tax Plan*, tirée à des milliers d'exemplaires et répandue à titre gracieux aux quatre coins de la province, consignait sur sa page liminaire une assertion qui ne prêtait le flanc à aucune équivoque: « Premier John Robarts yields to Roman Catholic Bishops' demands and betrays Public School Supporters. »

Le dernier paragraphe du pamphlet, en parfaite harmonie avec ces lignes de la page liminaire, était ainsi conçu: « An aroused Public School conscience, and an intelligently-informed electorate holds the answer to this handing-over of public funds to further subsidize and entrench a competing religious school system which has, long since, become outmoded. . . »

Malgré cette croisade déclenchée contre les écoles séparées et ceux qui voulaient leur rendre une élémentaire justice, en dépit de ces appels aux préjugés, à l'intolérance et au fanatisme, le gouvernement Robarts fut réélu avec une majorité fortement accrue. Le peuple régla magistralement son compte à l'Orangisme qui subit ainsi sa pire défaite depuis son implantation en Ontario.

Depuis, l'Orangisme a du plomb dans l'aile. Et la courbe de son destin est au plus bas. N'allons pas croire qu'il sera bientôt exilé

au pays des lunes éteintes. Il continuera à enfourcher, de temps à autres, les dadas qui, plus ou moins rafistolés, rendront encore quelques petits services à quelques-uns de ses membres. Ses fêtes folkloriques du 12 juillet — du *glorious twelfth* — attireront toujours des curieux. Nombre de ses orateurs persisteront à prononcer des discours où la platitude des pensées se dissimulera, sous l'accompagnement des fifres et le roulement des tambours.

Enfin délivré de la dictature d'une caste qui a ébranlé tant de fois les fondements du pays, le Canada voguera désormais, nous l'espérons, avec plus d'assurance vers ses nouveaux destins.

A handwritten signature in black ink, reading "Séraphin Marin". The signature is written in a cursive style. A long, straight horizontal line extends from the end of the name to the right, and a diagonal line descends from the end of this horizontal line towards the bottom right corner of the page.